

Front des luttes

la 72^{ème} victime d'Usinor-Dunkerque

Dimanche 2 juin, Jean-Claude Delalleau meurt carbonisé sur le haut-fourneau n° 4 d'Usinor-Dunkerque. Cinq autres travailleurs sont brûlés. Ils sont hospitalisés. Mercredi 5 juin, les actionnaires d'Usinor ont le sourire. La production a augmenté de 19,7 % en 1973 et le revenu net de chaque action passe à 9,45 F.

Vendredi 7 juin, les 400 hauts-fournistes de Dunkerque décident de ne plus travailler tant que les conditions de sécurité ne seront pas remplies. Le soixante-douzième mort d'Usinor fait naître la colère.

La victime : Jean-Claude Delalleau, 27 ans, une femme deux jeunes enfants.

Ancien pompiste dans le Pas-de-Calais, à 840 F par mois, ce jeune ouvrier comme beaucoup d'anciens mineurs habitant cette zone en récession, à cru trouver son avantage en venant travailler à Dunkerque. Les feux continus, 2 à 300 kilomètres tous les jours : un salaire un peu plus fort, mais la mort au bout de cette nouvelle orientation.

La mort, oui ! Employé au haut fourneau 3, Jean-Claude est venu renforcer l'équipe du 4, dont les effectifs sont insuffisants. On a beau avoir l'unité la plus moderne, on rogne sur le personnel.

deux accidents par jour

On rogne aussi sur la sécurité. Remplacer les tuyères se fait comme il y a 20 ou 40 ans. A mains nues, face au trou du haut fourneau calfeutré avec une boule d'argile. Les fondeurs entrent dans le logement pour le décaper, avant d'y mettre une nouvelle tuyère. Et c'est l'accident. Pas de blindage de protection efficace. Le jeune ouvrier est carbonisé.

Les accidents à Usinor-Dunkerque : 72 morts depuis 1962, des centaines de mutilés, estro-



piés, futurs déclassés qui finiront leur carrière comme garde-vestiaires. On dénombre 442 accidents avec arrêt de travail en 1972. On en dénombre 632 en 1973. Pourquoi ces chiffres révélateurs ?

— La CFDT relève que les nouveaux embauchés sont mis au travail, y compris aux postes les plus dangereux, après deux jours « d'accueil ». Ainsi, Jean-Claude Delalleau n'avait jamais travaillé au haut-fourneau 4, où il était venu renforcer une équipe incomplète. Production d'abord...

— Chaque année, 12 à 15 % des travailleurs récemment embauchés, démissionnent. En raison des risques encourus, de l'astreinte des feux continus (des nuits au travail, un dimanche chez soi sur 4) générateurs d'abrutissement, de fatigue, d'usure prématurée. 7 000 travailleurs ont quitté Usinor-Dunkerque depuis 1962. Production d'abord...

— L'organisation du travail est déplorable. Les décisions qui engagent l'avenir des travailleurs, le rythme de leur travail, leurs loisirs, leur santé sont prises en fait dans des bureaux du siège social parisien. Dans cette société hyperhiérarchisée, cadres et maîtrise n'ont pour mission que de faire tourner la machine. Est-ce un hasard si le chef du personnel est un ancien colonel, le chef des approvisionnements un ancien amiral ? Entraves aux fonctions des délégués du comité hygiène et sécurité, aux élus du personnel sanc-

tionnés trop souvent par des retraits de salaire. Discipline d'abord, production d'abord.

« Usimort »

Usiner-Dunkerque : dix ans d'avance sur le plan des techniques de production, quarante ans de retard sur le plan social, simplement humain... !

Alors, l'accident de la Pentecôte, c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase !

Les hauts-fourneaux d'Usiner sont en lutte pour « gagner leur vie » et non cette insécurité, cet abrutissement, cette exploitation forcée qui débouchent trop souvent sur la mutilation ou la mort. Voici quelques années, les militants PSU de l'usine, s'attaquant aux accidents de travail, avaient intitulé leur tract : « **Usimort** » c'est encore et toujours vrai !

Alors, la lutte sera difficile : 11 000 travailleurs dispersés dans les mines, le Calais, la Flandre agricole, ça, n'est pas facile à unir.

Et parce qu'ils sont moins bien payés qu'à Fos, à la Sollac, à Creusot-Loire, Usiner tente de monnayer la sécurité par des « primes de risque ». Des « **primes de mort** » que les travailleurs ont rejetées !

— Sécurité par la mise en œuvre des moyens

techniques adaptés, contrôlés par le personnel.

— Augmentation des effectifs, car le manque de personnel, dû aux bas salaires, est facteur d'insécurité.

— Paiement des journées de lock-out, car le patronat a cru bon de « renvoyer à la soupe » des milliers de travailleurs, victimes indirectes en somme de l'insécurité qui règne aux hauts-fourneaux.

— Augmentation des salaires en valeur uniforme : tels sont les objectifs immédiats que se sont fixés les travailleurs.

Et les militants PSU, qui agissent efficacement au sein des organisations syndicales, pensent également que cette lutte doit être popularisée parmi les autres usines du trust, de la région du Nord ; que la mobilisation doit s'étendre aussi aux femmes des travailleurs pour qu'elles ne soient pas, si le combat se prolonge, un frein aux luttes ; que la victoire, le contrôle sur la sécurité, les cadences, la marche de l'usine, sont aussi des objectifs qui les concernent au premier chef. Un tract, rédigé en ce sens par des femmes de travailleurs d'Usiner, a d'ailleurs été largement distribué : c'est une pierre apportée à l'unité populaire, la plus profonde, celle qui se noue autour des luttes qui briseront le cycle infernal de la société du profit.

Section PSU d'Usiner-Dunkerque ■